

L'Echo

EXCLU - «Réformer l'Etat, oui. Et éviter la crise!» (Didier Reynders)

La cote de Didier Reynders pour le poste de Premier ministre a beau être remontée en flèche, le ministre des Finances n'en a cure.

«Cela est totalement hors débat, confie-t-il à «L'Echo» et au «Tijd» dans un entretien exclusif. Dans ce cas, cela signifierait que

l'on balaie de la table tout le travail accompli par le gouvernement Leterme. Ce qui n'est pas souhaitable. Surtout dans le contexte économique actuel». Pour le vice-Premier ministre, la Belgique ne peut se permettre une crise politique alors que le contexte économique se détériore. Le libéral estime que le gouvernement Leterme doit poursuivre.



Bruxelles (L'Echo) - Il faut sortir de la crise, et vite. C'est en deux mots le message que le président du MR lance dans une interview exclusive avec «L'Echo» et «De Tijd». Selon le vice-Premier ministre et ministre des Finances, la Belgique ne peut se permettre une crise politique alors que le contexte économique se détériore. Le libéral estime que le gouvernement Leterme doit poursuivre. Que les familles politiques belges doivent se consulter pour restaurer la confiance. Et s'accorde à participer au lancement d'une grande réforme de l'Etat qui devra aussi porter sur Bruxelles.

Comment sortir de la crise ? Comment évaluez-vous les causes de cette crise ?

Je ne me préoccupe pas des causes qui ont déclenché cette crise. Ce que j'essaie maintenant, c'est de faire en sorte que le gouvernement qui a sa composition, qui a son Premier ministre, qui a un programme, puisse redémarrer. Et de voir comment, en parallèle à cela, on met en place une négociation communautaire qui atteigne un niveau de crédibilité. Et pour y arriver, il faut une confiance suffisante entre partenaires sur la mise en $\frac{1}{2}$ uvre du programme socio-économique et sur la volonté de faire réellement une réforme de l'Etat. Je le répète : le gouvernement devra en effet passer par une réforme de l'Etat. Une réforme qui sera équilibrée et pour laquelle il faudra parler de compétences, de financement, et de Bruxelles.

Une situation de crise alors que le pouvoir d'achat des Belges diminue et que des banques comme Fortis connaissent des difficultés...

En effet, pour moi, ma préoccupation première c'est le maintien du pouvoir d'achat. Je ne comprends pas qu'un pays puisse se trouver en crise politique alors que la situation économique est en train de se détériorer.

Quand je regarde les cours de Fortis, la première banque du pays, ou du Bel 20 de façon générale, quand je regarde l'inflation qui est pratiquement la plus élevée de l'Europe, quand je regarde les marchés financiers qui ont connu une crise internationale importante, quand je regarde le pouvoir d'achat perturbé et donc le risque sur la consommation, quand je regarde la situation difficile des entreprises face à cette crise financière internationale, je me dis qu'il faut rapidement mettre en $\frac{1}{2}$ uvre les mesures que nous avons décidées.

Il faut assurer les investisseurs que le cadre belge restera un cadre attractif, et en terme de consommation, on doit pouvoir dire que la réforme fiscale et l'augmentation des petites pensions vont sortir leurs effets car ce sont des mesures qui peuvent avoir un impact réel sur la croissance.

Si on laisse se développer une crise, on va perdre le bénéfice de tout ce qu'on a tenté d'engranger dans le débat budgétaire.

Il ne s'agit donc pas de savoir qui a fait quoi. Il s'agit de rapidement redémarrer le

gouvernement et bien sûr de faire en sorte qu'on puisse avancer dans la réforme de l'Etat.

Les Flamands exigeront des garanties en «béton» sur l'aboutissement de la prochaine réforme de l'Etat avant de poursuivre les négociations...

L'on ne m'a jamais demandé à moi plus de garanties. Je suis autour de la table depuis plus d'un an, et je dis la même chose depuis le début : nous sommes contre le séparatisme mais il faut faire évoluer l'Etat. Côté francophone, les esprits ont évolué. Ceci dit, il faut accepter que les esprits doivent évoluer des deux côtés.

La réforme de l'Etat sera profonde mais pour Bruxelles aussi. Il faudra des garanties que les choses vont aussi évoluer pour Bruxelles et les alentours de Bruxelles.

Dans quelle configuration le dialogue communautaire doit-il évoluer ? Dans un dialogue de Communauté à Communauté ?

Le problème n'est pas tellement la configuration. Il faut tout simplement qu'il y ait une conviction que tout le monde souhaite vraiment avancer dans la réforme de l'Etat.

Quant au dialogue entre Communautés, cela n'a rien de neuf. Comme informateur l'année dernière, j'avais déjà consulté les Régions.

S'il y a bien quelqu'un qui a depuis longtemps l'idée qu'on ne peut pas toucher à l'ordre institutionnel belge sans avoir une implication forte des Régions, c'est moi.

Mais comment convaincre Leterme de reprendre son poste ?

Il ne s'agit pas seulement de convaincre Yves Leterme. Il faut que les formations politiques se décident ensemble à repartir. On sait qu'on ne va pas voter dans les heures qui viennent une grande réforme de l'Etat.

C'est quelque chose de lourd à mettre en place. Il faut se donner assez de confiance et de volonté réelle pour réformer l'Etat en se donnant les garanties possibles pour que tous les sujets soient abordés.

Les Flamands vous visent de plus en plus pour remplacer Yves Leterme au poste de Premier ministre. Cela vous tente?

Cela est totalement hors débat. Dans ce cas, cela signifierait que l'on balaie de la table tout le travail accompli par le gouvernement Leterme. Ce qui n'est pas souhaitable. Surtout dans le contexte économique actuel.

Propos recueillis par Magali Uytterhaeghe

07:58 - 17/07/2008

Copyright © L'Echo